

2025 / 00173

## EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTÉS DE LA VILLE D'ALÈS

Service : Administration Générale  
Tel : 04.66.56.42.76  
Réf : CR/PC/CB/IV/2025

**Objet : Délégation de fonctions à Madame Meryl DEBIERRE, conseillère municipale, au sein du pôle enfance jeunesse dans le domaine des festivités de la jeunesse, du point information jeunesse et du forum des jeunes**

**Le maire de la ville d'Alès,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2122-18, L2122-22, L2122-23,

**Vu** la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique et notamment son article 30,

**Vu** la délibération n°25\_02\_02 du conseil municipal du 15 mars 2025 fixant à 12 le nombre des adjoints au maire,

**Vu** la délibération n°25\_02\_03 du conseil municipal du 15 mars 2025 portant élection des adjoints au maire,

**Vu** la délibération n°25\_02\_06 du conseil municipal du 15 mars 2025 relative à la délégation du conseil municipal à Monsieur le maire en application des articles L2122-22 et L1413-1 du Code général des collectivités territoriales,

**Vu** le procès-verbal d'élection du maire et de ses adjoints du 15 mars 2025,

**Considérant** l'organisation de la collectivité autour de pôles de politiques publiques en vigueur depuis 2008,

**Considérant** que pour assurer le bon fonctionnement des services et permettre une parfaite continuité administrative, Monsieur le maire peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer, par arrêté, une partie de ses fonctions à un ou plusieurs de ses adjoints et à des membres du conseil municipal,

### ARRÊTE

#### **ARTICLE 1 :**

Délégation de fonctions est donnée à Madame Meryl DEBIERRE, conseillère municipale, au sein du pôle enfance jeunesse, dans les domaines :

- des festivités de la jeunesse,
- du point information jeunesse,
- du forum des jeunes.

## **ARTICLE 2 :**

Cette délégation s'exerce sous la surveillance et la responsabilité de Monsieur le maire auquel elle doit référer de son action.

## **ARTICLE 3 :**

Monsieur le directeur général de la ville d'Alès est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Alès, le 15 mars 2025



Le Maire  
Christophe RIVENQ

*Le présent arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours gracieux auprès du maire de la ville d'Alès, étant précisé que celui-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au tribunal administratif dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'article R.421-7 du Code de justice administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le tribunal. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télérécours citoyens" accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).*